

COMMUNE DE SEGNY

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 2° et R2123-1 3° du Code de la Commande Publique.

FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE A DESTINATION DU RESTAURANT SCOLAIRE DE SEGNY

Marché passé selon la technique d'achat de l'accord-cadre à bons de commande :
article L2125-1 1°, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de réception des offres :

Mercredi 21 mai 2025 à 18h00

Personne publique

Commune de Segny

Objet de la consultation

Préparation, fourniture et livraison de repas en liaison froide pour la restauration scolaire de la commune de Segny.

Date d'envoi de la publication

L'avis a été envoyé à la publication le 17 avril 2025

Remise des offres

Date limite de réception : 21 mai 2025 à 18h00

ARTICLE 1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne la : préparation, fourniture et livraison de repas en liaison froide pour la restauration scolaire de la commune de Segny.

Le maître d'ouvrage est la Commune de Segny.

A titre indicatif, les prestations commenceront le 2 septembre 2025 pour une durée d'un an. Le contrat pourra être renouvelé tacitement pour l'année suivante dans la limite de trois ans.

ARTICLE 2. Conditions de la consultation***2.1 Etendue et mode de la consultation***

La présente consultation est lancée en procédure adaptée en vertu des articles L2123-1 2° et R2123-1 3° du Code de la Commande Publique.

2.2 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu avec un prestataire unique.

Il est interdit au titulaire de céder ou sous-traiter tout ou partie sans y être expressément autorisé par décision de la collectivité.

En tout état de cause, il reste solidairement responsable avec le sous-traitant envers la collectivité du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du présent marché.

2.3 Nomenclature communautaire

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Description</i>
55521200	Service de livraison de repas

2.4 Mode de règlement

Le mode de règlement est le paiement par virement administratif selon la réglementation en vigueur.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, sous réserve que les quantités et le montant soient justes.

2.5 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard, 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.7 Garanties particulières : Assurance – Sécurité – Surveillance

Le titulaire devra, à chaque instant, respecter toute la réglementation en vigueur relative à la restauration collective et notamment la liaison froide.

Les règles concernant les garanties particulières Assurance-Sécurité-Surveillance-sont fixées dans le CCP.

2.8 Monnaie et langue

Les offres sont présentées en euros et rédigées en langue française.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

3.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement de Consultation (RC)
- L'acte d'Engagement (AE) et le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Détail Quantitatif estimatif (DQE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est mis à disposition sur la plateforme de téléchargement <https://marchespublics.ain.fr>.

3.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

La proposition à remettre par le candidat contiendra les pièces suivantes :

- L'imprimé DC1 et DC2
- La copie des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents

- La liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec un minimum de 2 références significatives dans l'objet du marché
- Les moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années
- Le chiffre d'affaires global du candidat et le CA du domaine d'activité faisant l'objet du marché

A ce stade, le candidat pourra joindre s'il le souhaite (sera exigé pour le candidat retenu) :

- Les attestations et certificats prouvant la satisfaction aux obligations fiscales et sociales pour l'année précédant le marché (NOTI2 ou copie des certificats sociaux et fiscaux)
- L'attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé (NOTI1).

L'offre devra comprendre les documents ci-dessous :

- L'acte d'engagement annexé au présent règlement de la consultation complété, daté et signé
- Le BPU et DQE complété
- Un mémoire technique indiquant la méthodologie adoptée et l'organisation de l'équipe par rapport à l'opération
- Programme des animations mises en place (repas à thème, repas festifs, semaine du goût...)
- Un exemple de menus pour chaque type de repas sur une période de six semaines minimums
- Un exemple de gouters sur une période de six semaines minimums
- Tout document supplémentaire permettant d'apprécier l'offre

L'absence d'une de ces pièces entraîne la non recevabilité de l'offre.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

ARTICLE 4. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4.1 Les candidatures

Seront éliminés, les candidats qui n'auront pas produit l'ensemble des déclarations et attestations.

Si le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'ouverture, que des pièces dont la production était réclamée à l'appui de leur candidature, sont absentes ou incomplètes, les candidats auront 3 jours ouvrables pour produire ou compléter les pièces.

4.2 Les offres

Le Pouvoir adjudicateur éliminera les offres non-conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation.

Le jugement des offres sera effectué, grâce aux critères d'attribution suivants :

- Critère 1 : prix 50%. Le critère prix sera jugé par application de la formule suivante :

$$Xi = 50 \cdot NO / Ni$$

Avec :

Xi , le nombre de points attribués au candidat

Ni , l'offre de prix du candidat

NO , l'offre de prix la plus basse

- Critère 2 : valeur technique de l'offre 50% ainsi répartis

Le jugement portant sur la valeur technique de l'offre en fonction des critères définis par ordre de priorité décroissant est affecté de coefficients de pondération, à savoir :

CRITERE	PRECISIONS SUR LE JUGEMENT	PONDERATION
Qualité des repas	Diversité et originalité des repas et goûters proposés, adéquation des repas et des goûters avec les goûts des enfants, origine et qualité des produits proposés	30%
Programme annuel d'animations	Fréquence thématique, modalité de mise en place	10%
Démarche de développement durable et engagement pour l'environnement	Démarche interne de développement durable, propositions opérationnelles pour limiter le gaspillage alimentaire, saisonnalité des produits entrant dans la composition des menus, solution apportée à la suppression des emballages et déchets plastiques	10%

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition, ou de report seraient constatées dans le bordereau des prix et le détail estimatif figurant dans l'offre d'un candidat, les montants ne seront pas rectifiés et c'est le montant figurant dans l'acte d'engagement qui sera pris en compte pour le jugement de l'offre.

Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition du prix global et forfaitaire ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix figurant dans l'offre d'un prestataire, l'indication en chiffres hors TVA figurant dans l'acte d'engagement prévaudra sur toutes autres indications.

ARTICLE 5. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les candidats devront déposer obligatoirement leur pli sur la plateforme électronique suivante : <https://marchespublics.ain.fr>.

Les offres reçues sous enveloppe à la mairie ne seront pas retenues. Elles seront renvoyées à leurs auteurs. S'il s'agit d'une copie de sauvegarde, il faudra le stipuler clairement sur l'enveloppe.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant l'utilisation de la plateforme de dématérialisation des marchés publics, il convient de contacter le support technique exclusivement via le formulaire de saisie en ligne :

<https://marchespublics.ain.fr/assistance/?token=ed4040e6-85b9-4713-8c51-d3f6b199b598>

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics.ain.fr>

Cette demande doit intervenir **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.**

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lyon

184 rue Duguesclin

69003 LYON

Tél : 04 78 14 10 10

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr